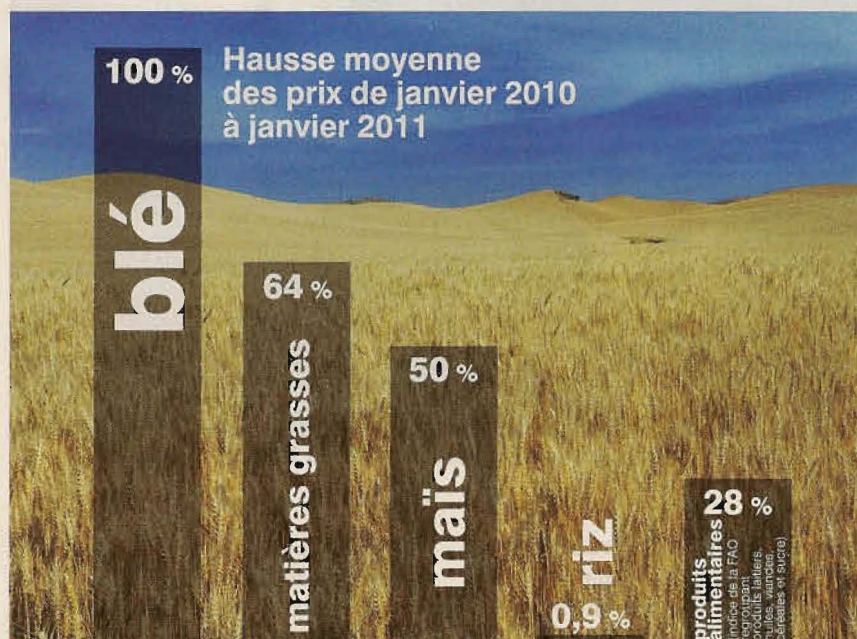


ÉCONOMIE Un nouvel accès de fièvre frappe les marchés agricoles mondiaux. À la veille de la réunion à Paris du G20, tour d'horizon des moyens de régulation.

COMMENT STOPPER LA FLAMBÉE DES PRIX AGRICOLES ?



Les marchés agricoles sont entrés dans une course folle. Depuis l'été, les cours des céréales grimpent sans que rien ne semble les arrêter. Le prix du blé a doublé et s'échange à 270 € la tonne, le maïs, à 240 €. Pour se prémunir de tout risque de pénurie et de révolte sociale, les pays importateurs de céréales – Algérie, Égypte, Libye... – se précipitent sur le marché, alimentant à leur tour la flambée des prix. Un à un, les signaux d'alerte s'allument, ravivant les souvenirs de l'été 2008, où de violentes émeutes de la faim avaient secoué la planète, des Philippines au Nigeria. Il aura suffi d'une série d'accidents climatiques affectant les principaux pays exportateurs de blé et de maïs pour que les prix s'envolent. Face à une offre devenue aléatoire, la demande, elle, ne cesse d'augmenter, tirée par les pays émergents, Chine en tête, et par les politiques en faveur des biocarburants. Une instabilité des prix ressentie d'autant plus durement

« qu'un certain nombre d'instruments de régulation, qui permettaient de lisser les prix, épargnaient aux producteurs d'importantes baisses de revenus et protégeaient les consommateurs de hausses brutales, ont été progressivement démantelés », observe Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation. La lutte contre la volatilité des matières premières agricoles est une urgence dont Nicolas Sarkozy a fait un dossier clé du G20 sous présidence française, qui se réunira à Paris le 18 février prochain. Mais l'exercice est délicat et pourrait se conclure par un accord *a minima*. Tour d'horizon des quatre grandes pistes de réforme.

1 Réguler les marchés dérivés

Coupables désignés, les marchés dérivés de produits agricoles sont accusés d'être à l'origine de la spéculation. Les agriculteurs peuvent y vendre leur production 12 mois avant ou

après la récolte, écouler leur maïs ou leur blé au meilleur prix, s'assurer contre le risque... Mais ces marchés ont été détournés de leur fonction initiale par l'arrivée d'acteurs financiers désireux de faire des profits sans se soucier de la réalité du monde agricole. « Du coup, les marchés dérivés sont devenus imprévisibles, envoyant aux marchés physiques des signaux illisibles, déclenchant des mouvements de panique », explique Olivier De Schutter. Mais les spéculateurs modifient-ils réellement les prix ou ne font-ils qu'accélérer ses variations ? Le sujet fait débat. Pour atténuer les effets de cette spéculation, le G20 pourrait adopter deux réformes. D'une part, assurer la transparence des marchés dérivés, en enregistrant toutes les transactions qui s'y effectuent. D'autre part, limiter le nombre de positions qu'un acteur économique peut prendre sur le marché, afin d'éviter les manipulations de cours.

2 Mettre en place des stocks de denrées

Depuis une vingtaine d'années, les grands pays producteurs ont progressivement cessé de stocker les produits agricoles, rendant les marchés plus réactifs aux accidents climatiques. De nombreux experts plaident pour que soient reconstituées des réserves alimentaires. « Cela permettrait de réguler les fluctuations de l'offre et de la demande, garantissant un revenu aux paysans et des prix abordables aux consommateurs. Les années de bonnes récoltes, on stockerait le surplus pour éviter l'effondrement des cours, et les mauvaises, on déstockerait pour contrer la hausse », explique Ambroise Mazal, chargé du dossier souveraineté alimentaire au CCFD. Garantir la transparence des stocks permettrait aussi de rassurer les marchés qui ne paniqueraient plus en

raient anticipant une hypothétique pénurie. Cette politique pourrait être assortie « *d'engagements des pays du G20 vis-à-vis des pays vulnérables* », poursuit Ambroise Mazal. Mais une telle réforme n'est pas à l'ordre du jour et reste complexe à mettre en place. « *Il faut déterminer le niveau des stocks, le prix auquel ils sont relâchés et la répartition de la charge entre les pays, car stocker coûte cher* », précise Benoît Daviron, économiste spécialiste des marchés agricoles.

3 Apprendre à gérer l'instabilité

« *À défaut de pouvoir supprimer l'instabilité, apprenons à nous en protéger* », suggère Michel Portier, PDG d'Agritel, société d'analyse des marchés agricoles. Il propose notamment de développer des systèmes d'assurance, de former les agriculteurs à intervenir sur les marchés ou de leur fournir des outils d'aide à la décision. « *Pour qu'ils agissent guidés non pas par la quête de profit, mais par le souci de sécuriser leur marge et d'écouler leur production à un prix correct* », poursuit le PDG d'Agritel. Autre piste : les pays pourraient signer des accords à long

terme par lesquels ils s'engageraient sur des volumes d'achat de céréales, de lait, d'orge... à un prix négocié à l'avance, s'émancipant ainsi des humeurs du marché. « *Cette solution pourrait intéresser aussi bien les pays exportateurs, qui ont besoin de s'assurer des débouchés pour prendre leurs décisions d'investissement, que les pays importateurs, qui craignent la pénurie ou l'envolée des prix* », analyse Olivier De Schutter.

4 Soutenir l'agriculture des pays vulnérables

Plus profondément, derrière la volatilité des prix, c'est un modèle de développement qui est en jeu. La libéralisation des échanges commerciaux a mis en concurrence les agricultures du monde : le petit exploitant de sorgho africain s'est ainsi retrouvé face au grand céréalier européen, sans pouvoir lutter contre une production excédentaire soutenue par des subventions. Cela a entraîné « *la ruine des agricultures vivrières, mil, sorgho, maïs... des pays en développement et la promotion de cultures d'exportation, cacao, banane...* », observe Ambroise Mazal. Pour se nourrir, les populations se sont alors mises à dépendre

des importations. Le Mozambique achète ainsi à l'étranger 60 % du blé qu'il consomme et l'Égypte, la moitié de ses besoins alimentaires. La hausse des prix a frappé ces pays de plein fouet, affectant des populations dont l'alimentation représente de 50 à 80 % du budget. Il est devenu urgent de réduire la vulnérabilité de ces pays à la volatilité des cours. Comment ? « *En leur redonnant la capacité de se nourrir eux-mêmes*, propose Olivier De Schutter. *Et ce, en investissant dans les petites exploitations familiales tournées vers les cultures vivrières.* » Tout en protégeant leurs marchés, comme l'a fait l'Union européenne avec la Politique agricole commune (Pac). Mais cette dernière mesure n'est pas sans inconvénients. « *Tous les pays n'ont pas les moyens ni les ressources administratives pour reproduire la Pac*, explique Benoît Daviron. *De plus, protéger son marché domestique revient à exporter son instabilité sur le marché mondial.* » Et à faire d'autres victimes. « *Il n'y a pas de solution idéale*, poursuit l'économiste, *et l'exercice auquel se livrera Nicolas Sarkozy au G20 en sera d'autant plus compliqué.* » ●

CHRISTINE MONIN